



UNE FRANCE À LA HAUTEUR DES ENJEUX

N°786
DU 18 AU 24 JUILLET 2015

1,5€

10, rue de Solferino
75333 Paris Cedex 07
Tél. : 01 45 56 77 52

hebdo@parti-socialiste.fr

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION
ET DIRECTEUR DE LA PUBLICATION •
Razzy Hammadi

• RÉDACTRICE EN CHEF • Sarah Nafti
• RÉDACTRICE • Mélanie Modot
• PHOTOGRAPHE • Mathieu Delmestre
• MAQUETTE • Florent Chagnon
• FLASHAGE ET IMPRESSION PGE (94)
Saint-Mandé

• N° DE COMMISSION PARITAIRE :
1118P11223

• ISSN 127786772

"L'hebdo des socialistes" est édité
par Solfé Communications,
tiré à 29 000 exemplaires

Le président de la République a répondu aux questions de David Pujadas et de Claire Chazal lors de la traditionnelle interview du 14 juillet. L'occasion de revenir sur plusieurs sujets d'actualité, à commencer par l'accord signé avec la Grèce, que la France a soutenu jusqu'au bout. « *La France, dans cette négociation, a fait en sorte que ce soit l'Europe qui en sorte victorieuse* », a souligné François Hollande, saluant l'importance du couple franco-allemand, sans lequel « *il n'y aurait pas eu d'accord* ». « *Ce qui a été obtenu, c'est que la Grèce reste dans la zone euro. Je voulais aussi veiller sur les intérêts de la France et que l'argent des Français puisse être sauvé. Si la Grèce sortait, la moitié de ce qu'on a prêté était perdu* », a-t-il rappelé.

Le président a également insisté sur l'importance de la création « *d'un gouvernement économique de la zone euro* », affirmant que la France prendrait l'initiative en ce sens. Il a plaidé pour « *un budget de la zone euro* » et pour davantage de démocratie dans les institutions. L'enjeu est « *de donner à l'Europe des bases plus solides, des moyens d'action plus forts, mais dans l'intérêt des peuples, pas pour les brider* ».

François Hollande s'est aussi félicité de l'accord signé sur le nucléaire iranien. « *Cela faisait douze ans qu'il y avait des négociations, et enfin il y a un aboutissement. Ma préoccupation était d'éviter la prolifération nucléaire. Cela aurait été un risque pour la planète entière.* »

Pour le Parti socialiste, « *ce 14 juillet est l'occasion de saluer l'engagement constant du président de la République sur tous ces terrains. Respectée et entendue, la France a pris toute sa place pour obtenir un compromis sur la Grèce, ou encore ces dernières heures, pour parvenir à un accord sur le nucléaire iranien. Par son action déterminée, François Hollande permet à une France solidaire et en mouvement, d'être à la hauteur des enjeux d'un monde pourtant traversé par de multiples crises.* »

LA LOI NOTRE ADOPTÉE



La loi Notre (portant nouvelle organisation territoriale de la République) a été adoptée définitivement jeudi 16 juillet. Alors que plusieurs points, notamment les seuils des intercommunalités, l'existence d'un Haut conseil des territoires, la question des compétences de l'eau et de l'assainissement, la continuité de la chaîne de la compétence transport ou encore la question du suffrage universel direct des EPCI, opposaient le Sénat et l'Assemblée, les élus des deux chambres se sont finalement mis d'accord lors de la commission mixte paritaire du 9 juillet. « La volonté de la loi NOTRE est de clarifier les compétences entre les collectivités, entre les régions, les intercommunalités, les départements », explique Estelle Grelier, secrétaire nationale en charge du pôle justice sociale et cohésion territoriale.

“
**LA LOI VISE À CLARIFIER
 LES COMPÉTENCES
 ENTRE LES
 COLLECTIVITÉS, ENTRE
 LES RÉGIONS, LES
 INTERCOMMUNALITÉS,
 LES DÉPARTEMENTS.
 LES RÉGIONS GÈRENT
 LE DÉVELOPPEMENT
 ÉCONOMIQUE, LES
 DÉPARTEMENTS SONT
 RECENTRÉS SUR LES
 QUESTIONS SOCIALES**
 ”

« Les priorités portées par les socialistes, c'est vraiment proposer un tandem région-intercommunalités notamment sur les questions de développement économique, ajoute-t-elle. C'est de donner à la région la responsabilité de l'aménagement du territoire, du développement économique numérique, d'en faire le chef de file en matière touristique, et de

recenter les départements sur leurs compétences sociales. »

Parmi les nombreuses mesures adoptées, le seuil minimal des intercommunalités a été fixé à 15000 habitants. Pour tenir compte des spécificités des territoires ruraux, des déroga-

tions seront possibles dans les territoires de montagne et ceux peu denses. « En montant en puissance, les intercommunalités disposeront de la taille et des moyens

techniques et financiers nécessaires pour assurer le fonctionnement des services publics de la vie quotidienne, note la ministre de la Décentralisation Marylise Lebranchu. En mutualisant la gestion et le financement de ces derniers, elles permettront l'accès à des services nouveaux que les petites communes n'auraient pas pu financer seules : médiathèque, crèche, gestion de l'eau ou de l'assainissement, etc. »

Les transports scolaires sont transférés des départements aux régions, qui géreront désormais toute la chaîne des transports en dehors des agglomérations. « Les sénateurs et les députés se sont accordés sur le transfert aux régions de toute la chaîne de transports en dehors des agglomérations : gares routières, transport interurbain par cars, transport scolaires, transport à la demande viennent ainsi compléter les compétences des régions en matière ferroviaire (TER), d'économie et d'aménagement du territoire, salue Marylise Lebranchu. Ces transferts permettront aux régions de s'assurer de la complémentarité entre les modes de transports afin de concentrer les moyens là où ils sont le plus nécessaire, notamment pour le développement des territoires ruraux. »

Les députés et les sénateurs ont confirmé la création de la métropole du Grand Paris au 1^{er} janvier 2016. Dès cette date, la métropole pourra élaborer son projet métropolitain de l'énergie et de l'environnement et définir les sujets qui dépassent les frontières administratives actuelles : zones d'activité, qualité de l'air... « Elle sera officiellement compétente pour définir le SCOT (schéma de cohérence territoriale) à partir du 1^{er} janvier 2017 et réaliser les opérations concrètes en matière de logement, avec tous les outils nécessaires, au plus tard le 31 décembre 2017 et dès l'adoption du plan métropolitain du logement. », souligne la ministre.

LA CULTURE POUR LA RÉPUBLIQUE



Les rencontres d'Avignon 2015 avaient lieu ce jeudi 16 juillet autour d'un thème d'actualité : « *La culture pour la République* » !

Animé par David Assouline, secrétaire national à la culture, le débat réunissait Cécile Helle, maire d'Avignon, Fleur Pellerin, ministre de la Culture et de la Communication, Claude Bartolone, président de l'Assemblée nationale, Pierre Cohen, président de la FNESR, Olivier Py, président du festival d'Avignon, Patrick Bloche, député de Paris et président de la Commission des affaires culturelles et d'éducation à l'Assemblée natio-

nale, Eric Favey, vice-président de la ligue pour l'enseignement, et Pascal Rogard, directeur général de la SACD.

Chacun des intervenants a rappelé le rôle essentiel de la culture dans la République, en particulier dans le cadre du « *combat face aux tentations extrémistes* » comme l'a dit Cécile Helle. « *Le droit à la culture pour tous doit devenir effectif* », a ajouté la maire d'Avignon, une ville revenue à la gauche en mars 2014, dans une région qui connaît une trop forte poussée du FN. Or la culture, dans la République du vivre-ensemble, est le « *trait d'union* » entre les citoyens et permet d'avoir « *un destin partagé* », selon les mots de la ministre de la Culture Fleur Pellerin.

Quand la droite coupe dans les budgets dédiés à la culture et la sacrifie, la gauche au pouvoir se bat pour elle. Que ce soit pour répondre aux incertitudes des intermittents, pour défendre l'exception culturelle en Europe, pour rehausser le budget de la culture en 2016 et inscrire la liberté de création parmi les libertés fonda-

mentales, la gauche défend une politique culturelle ambitieuse.

Cette rencontre a permis aux différents intervenants de rappeler que la culture est au cœur de nos valeurs républicaines. Elle ne doit pas faire partie d'un projet ou d'un programme, mais être un projet, comme l'avait exprimé François Hollande lors de la campagne présidentielle. Une vision visiblement partagée par Olivier Py, qui résume ainsi son idée de la culture : « *Il ne faut pas une place pour la culture, il faut toute la place pour la culture !* ». Ainsi, culture, citoyenneté, éducation doivent être envisagés ensemble.

L'ensemble des intervenants s'est retrouvé pour rappeler le lien indéfectible entre culture et politique, comme l'avait expliqué David Assouline dans son introduction. Fleur Pellerin a appuyé son propos en évoquant le pouvoir rassembleur de la culture, un pouvoir clairement politique. Pour David Assouline, il est « *essentiel* » de savoir « *créer du consensus sur ce débat de la culture pour la politique* ».



JEAN-CHRISTOPHE CAMBADÉLIS PLAIDE L'UNION DE LA GAUCHE DANS LE NORD

Le Premier secrétaire était à Lille mardi pour un pique-nique républicain organisé par le candidat socialiste aux élections régionales, Pierre de Saintignon. Aux côtés de Martine Aubry, Jean-Christophe Cambadélis a rappelé le risque que la région tombe « *du côté obscur, c'est-à-dire du Front national* » lors des élections régionales de décembre. Pour éviter ce scénario noir, « *il faut absolument que la gauche se rassemble autour de Pierre* ».

L'UNIVERSITÉ D'ÉTÉ 2015 EN CHIFFRES

 **3** THÈMES
MAJEURS

 **120** INTERVENANTS

 **50** ATELIERS

 **130** HEURES
DE DÉBATS

 **8** PARTIS DE GAUCHE
ET ÉCOLOGISTES

 **30** SYNDICATS,
ASSOCIATIONS ET ONG

 **8** CONFÉRENCES ET
REGARDS CROISÉS

AGIR EN COMMUN

Inscriptions en ligne : evenements.parti-socialiste.fr/ue-2015